

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Agriculture, pêche, rural (France) > **La Confédération paysanne ne peut se satisfaire des annonces du gouvernement (...)**

COMMUNIQUE DE PRESSE - FRANCE

La Confédération paysanne ne peut se satisfaire des annonces du gouvernement et poursuit la mobilisation

lundi 29 janvier 2024, par [Confédération paysanne](#) (Date de rédaction antérieure : 26 janvier 2024).

Face aux difficultés exprimées par le monde agricole, les annonces du Premier ministre ce soir sont largement insuffisantes voire, pour certaines d'entre elles, totalement éloignées des réalités et de l'urgence d'agir sur le revenu paysan pour redonner des perspectives d'avenir à toutes les fermes. C'est pourquoi la Confédération paysanne va continuer la mobilisation ce week-end-end et la semaine prochaine, dont le 1^{er} février à Bruxelles à l'appel du syndicat belge FUGEA.

Des mesures conjoncturelles, d'urgence et d'aides à la trésorerie ont été annoncées pour les agriculteurs et agricultrices impactées par la MHE, les tempêtes, les inondations et pour celles et ceux en agriculture biologique. Elles étaient indispensables, attendues depuis trop longtemps et revendiquées par la Confédération paysanne depuis le début de ces différentes crises.

Parce que nos revenus ne sont pas sécurisés par une interdiction d'achat de nos produits sous nos coûts de revient, ce sont des mesures structurelles que nous attendions avec des prix minimums garantis, de la régulation des marchés (y compris en Europe) et de la maîtrise des volumes. Au-delà du respect (enfin !) de la loi Egalim, aucune annonce aujourd'hui pour garantir des prix rémunérateurs pour nos produits agricoles, qui constituent pourtant l'enjeu principal.

Sur le Mercosur*, le gouvernement français doit agir maintenant en stoppant les négociations qui sont au bord de la conclusion. Annoncer que la France « ne signera pas le Mercosur* » ne veut rien dire ; la preuve Emmanuel Macron le répète depuis 2020, ce qui n'empêche nullement les négociations de se poursuivre en ce moment même !

Pire, le Premier ministre répond à des demandes productivistes et à court terme de la FNSEA* qui vont affaiblir les normes et accélérer la mise en concurrence entre paysan·nes. Or la préoccupation première sur le terrain est bien de vivre dignement de son métier. La surcharge administrative doit être allégée sans que cela ne remette en cause les normes protectrices pour notre santé, nos droits sociaux et notre planète.

Pour réussir la transition agroécologique nécessaire et inéluctable, ce dont nous avons besoin, c'est d'un accompagnement économique à la hauteur de nos besoins et des enjeux du changement climatique et de la biodiversité.

Nous poursuivons donc les mobilisations pour rassembler le plus largement possible et offrir enfin un avenir désirable, sécurisé et durable pour des paysannes et paysans nombreux et rémunérés, fiers de produire une alimentation de qualité.

P.-S.

- La Confédération paysanne. 26.01.2024 :
https://www.confederationpaysanne.fr/rp_article.php?id=14113